

Bibliographies du CRDD

Le prix du carbone

Mars 2016

Les documents présentés dans cette bibliographie sont consultables au CRDD.

CRDD - Centre de ressources du Développement durable

Commissariat général au Développement durable
Tour Séquoia 21-19
92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 17 93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Site et base de données (75 000 références)

www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

I – Le rôle de la tarification du carbone

II – Les instruments de tarification

III – L’environnement économique de la tarification

I – Le rôle de la tarification du carbone

Études – Ouvrages

- 22322 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
 AGLIETTA (M), BOEUF (G), MARIS (V), BRUNOIS (F), TEN BRINK (P), POTTIER (A), FAY (M), HALLEGATTE (S), HEAL (G), TREGUER (D), MEDA (D), JANY CATRICE (F), VANOLI (A), DEVAUX (J), WEBER (JL), COUVET (D), PELLISSIER (V), DUCARME (F), PERRISSIN FABERT (B), PUYDARRIEUX (P), BONNET (X), BUREAU (D), HULIN (V), GUINGAND (A), PIERMONT (L), LEVREL (H), HASSAN (F), SCEMAMA (P), VAISSIERE (AC), TROMMETTER (M), EDME (R), RELTIEN TELLIEZ (P), BLANC (J), ESPAGNE (E)
Nature et richesse des nations.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Nature-et-richeesse-des-nations.45910.html>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2015 - 202 p., bibliogr., tabl., graph.
Revue du CGDD
- Cette édition de la Revue du CGDD vise à exposer l'état des savoirs sur le « capital naturel ». Elle propose tout d'abord une réflexion interdisciplinaire sur les relations homme-nature-société, et sur la mise en forme économique du rôle de la nature dans la croissance ?*
- Une telle ambition conduit à revisiter le principe de la valeur des biens publics et des biens communs, comme le climat et la biodiversité, qui participent à la richesse des nations. Les tentatives de mesure de ce capital naturel permettent d'appréhender à travers des indicateurs et des métriques (monétaires ou bio-physiques), la richesse et les fragilités des relations homme-nature.*
- L'objectif de la deuxième partie est de faire dialoguer les différentes propositions méthodologiques afin de faire émerger les innovations, les lacunes et les besoins de connaissance.*
- Enfin, dans une troisième partie, le capital naturel est apprécié du point de vue des acteurs économiques : État, investisseurs, banques, entreprises. De quelles valeurs manquantes ont-ils besoin pour intégrer la qualité de l'environnement dans leurs stratégies de long terme ? Comment faire en sorte que ces valeurs intègrent les systèmes de valorisation économique ? Via quels instruments économiques et financiers ? Quelles modifications institutionnelles et réglementaires ?*
- L'enjeu est de favoriser les investissements dans les actifs naturels.*
- Voir tout particulièrement l'article « La valeur de l'externalité climat » de B. Perrissin-Fabert, p. 117-123.*

- 22012 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
BEN MAID (A), CALVET (M), DARSEES (O), DEVAUX (J), SIMON (O), GATIER (A), WITTMANN (AL)
Monétarisation des biens, services et impacts environnementaux : la variabilité des valeurs monétaires. Actes du séminaire du 10 décembre 2014.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-services.43639.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2015 - 128 p., tabl., bibliogr., graph.
Etudes et documents du CGDD n° 126

*À travers une dizaine d'interventions, ce séminaire a permis de revenir sur le sens des valeurs issues des méthodes de monétarisation, sur ce qu'elles représentent, ce qu'elles mesurent et sur leur pertinence dans l'internalisation de la valeur de l'environnement au sein de différents secteurs. Examinant à la fois les aspects théoriques et pratiques, cette édition s'est articulée autour de trois grandes thématiques : l'intégration de la valeur de l'environnement dans les prix de marché, les différentes valeurs du carbone et l'impact de la variabilité temporelle des valeurs dans les analyses de projets d'infrastructures de transport.
Voir tout particulièrement l'article « Fiscalité carbone et enjeux d'équité » par E. Combet, p. 55-62.*
- 22414 INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS
ALBEROLA (E), LEGUET (B), DUCRET (P)
Mettre un prix sur le carbone. Accélérer le dialogue : un défi pour les gouvernements et une demande des entreprises.
<http://www.i4ce.org/download/mettre-un-prix-sur-le-carbon-accelerer-le-dialogue-un-defi-pour-les-gouvernements-et-une-demande-des-entreprises/>
Paris, I4CE, 2015 - 8 p., bibliogr., cartes

Note de synthèse sur les politiques de tarification du carbone rédigée à l'occasion de la réunion de dialogue avec les entreprises organisée par la Présidence française lors de la semaine du climat à New York le 26 septembre 2015.
- 22362 CHANTEGUET (JP)
Le passage à un monde décarboné. Rapport d'information.
<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i3305.asp>
Paris, Assemblée nationale, 2015 - 584 p.
AN n° 3305

Après un rappel historique des COP (Conférence des Parties), dont la première s'est tenue en 1995 à Berlin, ce rapport insiste sur l'idée que le passage à un monde décarboné n'est plus négociable, détaillant la réalité du changement climatique et de ses conséquences. Il préconise ainsi la mise en place d'un modèle plus soutenable : mise en place d'une nouvelle gouvernance du régime climatique, transformation du système énergétique, introduction d'un prix du carbone qui doit s'ajouter aux valeurs s'échangeant sur les marchés, pour faire payer à chaque émetteur de CO₂ le coût des préjudices climatiques associés à ses rejets, etc. Le rapport contient également les comptes rendus des auditions et des tables rondes organisées par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire sur le passage à un monde décarboné en charge de ce rapport.
- 22417 COMMISSION MONDIALE SUR L'ECONOMIE ET LE CLIMAT
RYDGE (J)
Implementing effective carbon pricing.
<http://newclimateeconomy.net/content/press-release-carbon-pricing-can-work-and-now-time-expand-it-across-world>
Washington, Commission mondiale sur l'économie et le climat, 2015 - 24 p., bibliogr.
Working paper

Ce document de travail montre que la tarification du carbone fonctionne et qu'elle ne nuit pas à l'économie. Il encourage les pays développés et émergents, et tout d'abord le G20, à s'engager à introduire une tarification du carbone à des niveaux à peu près comparables d'ici 2020.

- 22226 PERTHUIS (C DE), TROTIGNON (R)
Le climat à quel prix ? La négociation climatique.
 Paris, Odile Jacob, 2015 - 145 p., ann., lexique
- A quoi sert la négociation climatique ? Comment se positionner face au climato-scepticisme ? Ce livre fournit les clés pour comprendre les enjeux de la coopération internationale face aux dérèglements du climat. Les auteurs, critiques à l'égard des transitions énergétiques, appellent à un véritable changement qui passe par la tarification internationale du carbone. Pointant les difficultés pour y parvenir, notamment les blocages entre pays occidentaux et pays émergents, ils montrent qu'on ne peut résoudre la question du climat qu'en l'inscrivant au coeur des choix économiques et sociaux qui conditionnent l'avenir de nos sociétés. C'est tout l'enjeu de la conférence de Paris sur le climat. En annexes : les dates clés de la négociation climatique et les vingt principaux émetteurs de CO₂ énergétique dans le monde.*
- 21516 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Prix effectifs du carbone.
http://www.oecd-ilibrary.org/environment/prix-effectifs-du-carbone_9789264197138-fr
 Paris, OCDE, 2014 - 104 p., tabl., graph.
- Cette étude montre que les taxes carbone et les systèmes d'échange de droits d'émission constituent les moyens les plus économiques pour faire baisser les émissions de CO₂ et devraient être la clé de voûte des efforts gouvernementaux de lutte contre le changement climatique. L'étude tire les enseignements des politiques en matière de changement climatique appliquées par 15 pays dans certains des secteurs qui figurent parmi les plus gros émetteurs de carbone : production d'électricité, transport routier, pâtes et papier, ciment et consommation d'énergie des ménages. Elle souligne que si les taxes et les systèmes d'échange de permis ont un coût évident, d'autres instruments comme les tarifs d'achat, les subventions et les instruments réglementaires, entraînent des coûts plus élevés pour la société par tonne de CO₂ évitée. Le rapport confirme qu'en appliquant des instruments plus « intelligents », fondés sur le marché, les pays pourraient abaisser dans des proportions plus importantes leurs émissions pour un coût moindre.*
- 22418 COMBET (E)
Fiscalité carbone et progrès social. Application au cas français.
<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00813550/>
 Paris, EHESS, 2013 - 404 p., tabl., bibliogr., ann.
 Thèse
- Ce document revisite les débats sur les conséquences socioéconomiques et le choix des modalités d'une fiscalité carbone. Un diagnostic est d'abord tiré de l'examen d'un échec français. Il distingue les problèmes d'acceptabilité politique des limites de l'analyse économique pour définir les dispositifs. Il souligne l'importance de la discussion sur l'usage des recettes de la taxe, car ce point cristallise les difficultés politiques et conditionne la cohérence économique et juridique du projet au regard des objectifs recherchés (environnement, équité, compétitivité). Il montre que les outils d'analyse peuvent être améliorés pour accompagner cette discussion. Un outil de simulation numérique est ensuite proposé et construit. Il permet de comparer les performances de dispositifs sur divers indicateurs (émissions de CO₂, activité, emploi, inégalités, pauvreté, endettement), de décrire plusieurs points de vue sur le fonctionnement de l'économie, et de lier dans une démarche prospective le dossier climatique aux autres dossiers de réforme des prélèvements obligatoires. L'outil est enfin utilisé pour revisiter les controverses, clarifier les arbitrages et identifier les meilleures pistes de compromis. Il apparaît qu'une fiscalité carbone peut offrir des co-bénéfices socioéconomiques (pour l'activité et l'emploi, la réduction des inégalités, la maîtrise des déficits). Mais cela n'est pas automatique, des choix politiques sensibles doivent être faits ; ces derniers portent, au-delà du seul dossier 'climat', sur la gestion d'une réforme générale des finances publiques.*

- 19494 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
BUBA (J), MILLION (A), PERTHUIS (C DE), SCAPECCHI (P), TEISSIER (O)
Trajectoires 2020-2050. Vers une économie sobre en carbone.
http://archives.strategie.gouv.fr/cas/system/files/2011-12-12-trajectoires_2020-2050_-_developpementdurable.pdf.pdf
Paris, Documentation française (La), 2012 - 227 p., tabl., graph., ann., bibliogr.
Rapports et documents n° 46
- Institué en juin 2011 par la ministre de l'Ecologie et composé de représentants des entreprises, des syndicats, des ONG, des ministères concernés et de différents experts, le comité de réflexion a analysé les conditions de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2050 tout en ayant des impacts positifs sur la croissance et l'emploi. Il propose une analyse comparative des expériences européennes, élabore pour la France des scénarios potentiels de réduction d'émission par secteur concerné, puis en évalue les impacts économiques et sociaux. Il formule plusieurs propositions :*
- renforcer les mesures de politique industrielle favorisant la transition vers une économie sobre en carbone ;
 - agir à la fois sur la demande en incitant à l'efficacité énergétique, et sur l'offre en encourageant les procédés de production sobres en carbone ;
 - mettre en place des incitations économiques et réglementaires offrant une visibilité aux entreprises à moyen terme. Le rapport préconise en particulier la mise en place d'une taxe carbone, de préférence européenne, et la fixation des règles à l'horizon 2030 ;
 - utiliser le produit des enchères de quotas CO₂ prévues à partir de 2013 et des futures contributions climat-énergie pour favoriser la croissance économique, l'innovation technologique, l'équité sociale et la solidarité internationale ;
 - anticiper les évolutions du marché de l'emploi et préparer les transitions professionnelles.
- Les compléments du rapport sont consultables dans la version électronique.*
- 18559 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Economie de la lutte contre le changement climatique. Politiques et options pour une action globale au-delà de 2012.
Paris, OCDE, 2010 - 325 p., tabl., graph., bibliogr., ann.
- Dans le contexte prévisible d'un doublement des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2050, cet ouvrage explore les moyens pratiques de les réduire à moindre coût. Grâce à des analyses quantitatives, il aborde les principales questions de politique climatique : développement du marché du carbone, politiques de soutien à la technologie et à la recherche-développement, coopération internationale.*
- 19000 CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
BARON (R), BONNET (X), BUREAU (D), CRASSOUS (R), CRIFO (P), GOLLIER (C), GUILLERMINET (ML), JANJI (D), LAMOTTE (H), OLLIVIER (T), PERTHUIS (C DE), QUINET (A), ROSIER (P), SOLIER (B)
Le financement de la croissance verte.
www.developpement-durable.gouv.fr/Rapports_13175.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 116 p., graph., bibliogr.
- La transition économique vers un modèle de croissance plus respectueux de l'environnement, et plus sobre en ressources, nécessite un vaste effort d'investissement et de recherche développement, notamment dans les domaines de l'énergie, du bâtiment et des infrastructures. Ce rapport vise à en préciser les conditions de financement, en particulier pour définir un partage efficace des rôles entre la sphère publique et la sphère privée. Il revient sur la rentabilité économique et sociale de ces programmes, identifie l'ensemble des obstacles à la mobilisation des financements privés et considère aussi la gouvernance de l'action publique.*
- Le cadre d'analyse proposé est appliqué aux projets carbone, aux énergies renouvelables et à l'innovation verte.*
- Un chapitre est consacré au « prix du carbone : catalyseur d'une nouvelle croissance » (p. 36-74) par Christian de Perthuis et Boris Solier.*

- 16989 CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
 AUVERLOT (D), BAUMSTARK (L), BERNARD (A), BUREAU (D), CELESTIN URBAIN (J),
 CRASSOUS (R), CRIQUI (P), GODARD (O), GOLLIER (C), KITOUS (A), MAURICE (J),
 MIMA (S), POULIQUEN (H), QUINET (A), RAYNARD (C), SCHUBERT (K), VIELLE (M)
La valeur tutélaire du carbone.
Tome 1 - Rapport de la commission.
Tome 2 - Exercices de modélisation et contributions.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000195/>
 Paris, Documentation française (La), 2009 - 421 p., tabl., graph., bibliogr., web, ann.
Rapports et documents n° 16

En 2008, le Centre d'analyse stratégique a mis en place une mission présidée par Alain Quinet afin de proposer une nouvelle valeur de référence du carbone à intégrer dans l'évaluation des choix d'investissements publics. Ce travail d'actualisation de la valeur recommandée par le rapport Boiteux était rendu nécessaire aussi bien par les progrès scientifiques sur le changement climatique que par les engagements nationaux et internationaux sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
S'appuyant sur un usage raisonné des modèles économiques, la commission propose dans ce rapport une valeur du carbone qui est le fruit d'un compromis entre les différents participants.
- 17884 CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE
 TIROLE (J)
Politique climatique. Une nouvelle architecture internationale.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000513/0000.pdf>
 Paris, Documentation française (La), 2009 - 356 p., bibliogr., ann.
Rapports du CAE (Les) n° 87

L'objectif du sommet de Copenhague est de donner suite aux engagements du Protocole de Kyoto de 1997 et d'élargir la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale. L'auteur du rapport s'attache à définir les conditions nécessaires à l'élaboration d'un bon accord :
- l'efficacité d'une politique fondée sur un système mondial de quotas échangeables, assurant l'unicité du prix du carbone ;
- la crédibilité des engagements des Etats qui requiert la mise en place de mécanismes incitatifs et de sanctions ;
- l'adhésion des principaux acteurs qui peut être obtenue par des allocations initiales de quotas plus généreuses aux Etats logiquement réticents, en leur laissant le soin de les redistribuer en interne.
- 18834 CRIQUI (P), FARACO (B), GRANDJEAN (A)
Les États et le carbone.
 Paris, PUF, 2009 - 329 p., bibliogr., graph., web
Développement durable et innovation institutionnelle

Comment inventer une société sans carbone tout en évitant de déséquilibrer l'économie et de créer de la pauvreté ? Les auteurs plaident pour une régulation mondiale et pour des innovations en termes de politiques publiques. Ils dressent un état des lieux international des nouveaux instruments et politiques possibles, touchant tant la fiscalité, les normes, les investissements, que la justice sociale. Ils détaillent les cinq grands chantiers pour une transition économique : refonder l'aménagement du territoire, rénover les logements, inventer une nouvelle mobilité, rénover la politique énergétique.
- 17815 PERTHUIS (C DE)
Et pour quelques degrés de plus... Nos choix économiques face au risque climatique.
 Paris, Pearson Education France, 2009 - 306 p., index, ann., bibliogr., lexique

Partant du principe que l'usage de l'atmosphère ne doit plus être gratuit, Christian de Perthuis montre que l'émergence au plan international d'un prix du carbone permettrait de réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre. Au delà de cette étape, il nous livre la feuille de route économique de la prochaine décennie en matière d'action contre le changement climatique.

- 18656 AGHION (P), BLANCHET (D), BOY (D), BUREAU (D), DELBOSC (A), GASTALDO (S), GIRAUD (PN), GIRAUD (PN), GODARD (O), GUESNERIE (R), HEMOUS (D), JURGENSEN (P), KERGOMARD (C), LAURENT (E), LE CACHEUX (J), LE ROY LADURIE (E), LECOCQ (F), LEGUET (B), PERTHUIS (C DE), SCHUBERT (K), VEUGELERS (R), VIVIEN (FD)
Les économistes peuvent-ils sauver la planète ?
 Paris, Découverte (La), 2009 - 260 p., bibliogr.
Regards croisés sur l'économie n° 6

Taxes, quotas, règlements, investissement public... les solutions préconisées par les économistes sont-elles équitables et suffisantes pour lutter contre le changement climatique ? A partir des contributions des experts du changement climatique, ce numéro propose d'articuler la réflexion démocratique aux acquis scientifiques, en soulignant les apports de l'économie et ses limites.

Articles de presse spécialisée

MINISTERE DE L'ECOLOGIE

Le prix du carbone.

- **Levier de la transition énergétique.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-prix-du-carbone-levier-de-la.html?onglet=themes>

- **Les propositions de la France pour l'Union européenne.**

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Prix-du-carbone-les-propositions.html>

Plaquettes, p. 1-4 - 2016

Dossier. Spécial COP21.

Des chefs d'Etat s'unissent pour lancer un appel mondial pour un prix carbone.

Des financements climatiques en quête de visibilité.

Environnement et technique n° 353, p. 6-33 - 01/12/2015

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
 SCHUBERT (K)

Prix du carbone et négociation climatique internationale. Quoi de neuf du côté de la théorie économique ?

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/References-economiques-pour-le.13173.html>

Références économiques pour le développement durable n° 32, p. 1-4 - 01/11/2015

ESPAGNE (E), HOURCADE (JC), PERRISSIN FABERT (B)

La finance au secours du climat ? La Nature entre prix et valeur.

Natures sciences sociétés n° Vol. 23 supplément, p. 117-121, bibliogr. - 01/06/2015

FINON (D)

La taxation du carbone, un instrument difficile à manier. Leçons de l'expérience internationale.

Revue de l'énergie n° 625, p. 181-195, bibliogr., tabl. - 01/05/2015

JOUVET (PA)

Les contours d'un accord climatique : le rôle de la valeur carbone.

Revue Banque n° 778, p. 67-71, tabl. - 01/12/2014

DUCRET (P), SCOLAN (M)

Le prix du carbone : la valeur d'une expérience.

Vraiment durable n° 4, p. 47-53 - 01/10/2013

NEWELL (RG), PIZER (WA), RAIMI (D)

Carbon markets 15 years after Kyoto : lessons learned, new challenges.

Journal of economic perspectives n° 27/1, p. 123-146, bibliogr., fig., graph. - 01/02/2013

INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES
 SENIT (CA)

The politics of carbon taxation in France : preferences, institutions, and ideologies.
<http://www.iddri.org/Publications/The-politics-of-carbon-taxation-in-France-preferences.-institutions.-and-ideologies>

Working paper IDDRI n° 20/2012, p. 1-25, bibliogr., fig. - 01/10/2012

CRETI (A), JOUVET (PA), MIGNON (V)

Les déterminants des prix du carbone, une comparaison entre les phases I et II.

Revue Economique n° 63/3, p. 601-610, bibliogr., graph., tabl. - 01/05/2012

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT
 DURABLE

Marchés du carbone et politiques climatiques.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Syntheses.13177.html>

Synthèse du CEDD n° 15, p. 1-4 - 01/01/2012

II – Les instruments de tarification

Études – Ouvrages

22293

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Atténuation du changement climatique. Politiques publiques et progrès réalisés.

<http://www.oecd.org/fr/publications/attenuation-du-changement-climatique-9789264241718-fr.htm>

Paris, OCDE, 2015 – 126 p., graph., tabl., bibliogr.

Ce rapport présente les tendances et les progrès réalisés en matière de politiques d'atténuation du changement climatique, en particulier pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les 34 pays membres de l'OCDE et les 10 économies partenaires (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, Fédération de Russie, Indonésie, Inde, Lettonie, Lituanie), ainsi qu'au sein de l'Union européenne. Pris dans leur ensemble, ces pays représentent plus de 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce rapport couvre trois domaines :

- les objectifs et cibles d'atténuation du changement climatique,
- les instruments de tarification du carbone, comme les taxes sur l'énergie, les taxes carbone et les systèmes d'échange de quotas d'émission, ainsi que les réformes du soutien aux énergies fossiles,
- les principaux dispositifs politiques nationaux dans les secteurs énergétique et non énergétique (l'agriculture, la foresterie, l'industrie et les déchets).

17728

BANQUE MONDIALE, ECOFYS

State and trends of carbon pricing 2015. Rapport annuel.

<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2015/09/25053834/state-trends-carbon-pricing-2015>

Washington, Banque mondiale, 2015 - 85 p., tabl., graph., lexique, ann., bibliogr.

Le rapport 2015 présente un état des lieux des marchés carbone et analyse les tendances observées et projetées en matière de prix de quotas d'émission de CO₂. Il montre notamment qu'aujourd'hui, environ 40 administrations nationales ont mis en place un système de tarification du carbone à travers le monde. Les instruments fixant un prix au carbone couvrent environ la moitié des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans ces pays, soit 12 % des émissions mondiales de GES.

- 22419 INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS
JALARD (M), ALBEROLA (E)
Système européen d'échange de quotas (EU ETS) et allocation gratuite : identifier les mécanismes efficaces à l'horizon 2030.
<http://www.i4ce.org/download/etude-climat-51-systeme-europeen-dechange-de-quotas-eu-ets-et-allocation-gratuite/>
Paris, I4CE, 2015 - 50 p., graph., bibliogr.
Etude climat n° 51
- Dans un contexte international d'asymétrie des politiques climatiques, le Conseil européen du 23 octobre 2014 s'engage à poursuivre l'allocation gratuite de quotas d'émissions de CO2 après 2020. Cet engagement a été confirmé par la proposition de Directive révisée pour l'EU ETS en Phase IV par la Commission européenne en juillet 2015. L'objectif est que les installations industrielles les moins émettrices de carbone ne soient pas confrontées à des coûts du CO2 indus qui puissent engendrer des fuites de carbone. L'allocation gratuite doit également préserver l'incitation à la réduction des émissions de CO2, ne pas générer de distorsions ni de profits économiques injustifiés, et préserver la part de quotas à mettre aux enchères pour les autres installations. De 2013 à 2020, l'allocation gratuite est définie selon des règles harmonisées européennes, sur la base de benchmarks (niveaux d'intensité carbone cibles) et des niveaux de production historiques ajustés au plafond d'allocation gratuite par un coefficient de correction (CSCF). La poursuite de ce mécanisme serait-elle efficace à l'horizon 2030 ? La proposition de la Commission européenne du 15 juillet répond-elle aux spécifications du Conseil ? Quel pourrait être un mécanisme alternatif plus efficace ? L'étude examine plusieurs scénarios et leurs conséquences potentielles.*
- 22420 AGENCE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT
Trends and projections in the EU ETS in 2015.
<http://www.eea.europa.eu/publications/trends-and-projections-eu-ets-2015>
AEE, Copenhague, 2015 - 46 p., graph., bibliogr.
EEA technical report n°14/2015
- Ce rapport fournit une analyse des tendances passées, présentes et futures des émissions dans le cadre du système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE). Il analyse aussi l'équilibre entre l'offre et la demande de quotas sur le marché. Les annexes décrivent le fonctionnement et les buts du SCEQE ainsi qu'une analyse des émissions des autres gaz concernées par le SCEQE.*
- 20794 COE-REXECODE
SCAPECCHI (P)
L'impact sur les secteurs industriels de l'introduction d'une taxe carbone en France.
A - Rapport.- 34 p.
B - Tableaux statistiques.- 21 p.
<http://www.coe-rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/Documents-de-travail/Quel-serait-l-impact-d-une-taxe-carbone-sur-l-industrie-francaise>
Paris, Coe-Rexecode, 2013 - tabl., graph., ann.
Documents de travail n° 39
- Ce document étudie l'impact d'une taxe carbone domestique sur les secteurs économiques et plus particulièrement sur les secteurs industriels. Il s'agit d'évaluer le coût, c'est-à-dire l'impact sur le prix de revient, d'une assiette carbone sur les consommations énergétiques françaises. Une taxe carbone domestique diminuerait les émissions de CO₂ en France et générerait des recettes budgétaires supplémentaires pour l'Etat. Mais elle entraînerait aussi une hausse des coûts de production dont les effets récessifs et inflationnistes se feraient sentir au niveau national. Elle pourrait également accélérer la désindustrialisation en faisant peser sur certains secteurs industriels un choc majeur de coût.*

- 20883 COMITE POUR LA FISCALITE ECOLOGIQUE
PERTHUIS (C DE)
Travaux du Comité pour la fiscalité écologique.
A - Rapport du Président.- 64 p.
B - Travaux du Comité.- 340 p.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-comite-pour-l-economie-verte.html#La_documentation
Paris, Comité pour la fiscalité écologique, 2013 - tabl., graph.
- Ce rapport présente le bilan des travaux du premier semestre 2013 menés par le Comité pour la fiscalité écologique (CFE), instauré à la suite de la première conférence environnementale de 2012.*
Il présente, dans un premier tome, les cinq avis adoptés par le CFE relatifs à :
- l'introduction d'une assiette carbone dans la fiscalité française ;
- l'écart fiscal entre le gazole et l'essence ;
- l'opportunité d'une taxation des fluides frigorigènes ;
- la fiscalité et l'artificialisation des sols (2 avis).
Le second tome comprend l'ensemble des présentations examinées par les membres du CFE, montrant ainsi l'ampleur des travaux réalisés au cours des 13 réunions du 1er semestre 2013.
- 19443 CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
AUVERLOT (D), BEN JELLOUL (M), BERTUZZI (M), BUBA (J), SCHAFF (C)
Les instruments économiques au service du climat.
<http://www.strategie.gouv.fr/content/rapport-les-instruments-economiques-au-service-du-climat>
Paris, Centre d'analyse stratégique, 2012 - 123 p., ann., graph., schémas, bibliogr., tabl.
Rapports et documents n° 45
- L'accord de Kyoto arrive à son terme en décembre 2012 et la nécessité de construire l'architecture climatique de demain se fait de plus en plus pressante. Le Centre d'analyse stratégique liste les points de blocage dans les négociations internationales et propose de nouvelles pistes de financement pour lutter contre le changement climatique mondial. Trois approches sont explorées : la connexion de marchés d'échange de permis d'émissions couvrant diverses régions du monde, la mise en place d'accords sectoriels et enfin la question des mécanismes de projet. Malgré les différences considérables d'approche et de cadre juridique d'un pays à l'autre, il est clair que la lutte mondiale contre le réchauffement climatique devra passer par un recours croissant à des instruments économiques internationaux.*
- 20793 COE-REXECODE
SCAPECCHI (P)
Opportunités et coûts potentiels d'une fiscalité environnementale.
<http://www.coe-rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/Documents-de-travail/Taxe-carbone-opportunites-et-couts-pour-l-economie-et-les-entreprises-francaises>
Paris, Coe-Rexecode, 2012 - 26 p., graph.
Documents de travail n° 34
- Après avoir défini la fiscalité environnementale et rappelé son objectif, ce document décrit les caractéristiques d'une taxe carbone. A partir de résultats de simulations appréhendées au niveau macroéconomique, il aborde la question des coûts et avantages d'une taxe carbone, puis analyse les conditions d'acceptabilité de ce type de fiscalité.*
- 19285 REVUE FRANCAISE DE FINANCES
Fiscalité et environnement.
Paris, LGDJ, 2011 - pp. 1-171
Revue française des finances publiques n° 114
- Voir en particulier les chapitres suivants :*
- L'exemple suisse de la taxe sur le CO₂ et de la redevance poids lourds liée aux prestations.
- La contribution carbone entre expertise économique et jeu politique.

- 18763 MINISTERE DE L'ECOLOGIE
Contribution carbone pour les secteurs industriels. Document de concertation. Février 2010.
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0067257>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 29 p., tabl., ann.
- Le ministère de l'Ecologie a lancé une concertation sur l'adaptation de la contribution carbone au cas particulier des secteurs industriels soumis aux quotas européens d'émission de gaz à effet de serre. La concertation porte notamment sur :*
- *l'impact d'une contribution carbone sur les secteurs concernés ;*
 - *les critères d'appréciation pour l'application à certains secteurs d'un dispositif spécifique (degré d'exposition à la concurrence internationale, caractère intensif en énergie...);*
 - *les modalités d'assujettissement à la contribution carbone (application de tarifs réduits pour les secteurs les plus exposés, mécanismes de bonus-malus...);*
 - *les modalités de compensation de la contribution carbone (soutien aux investissements environnementaux...).*
- 18652 CONVERY (FJ), ELLERMAN (AD), PERTHUIS (C DE)
Le prix du carbone. Les enseignements du marché européen du CO₂.
 Paris, Pearson Education France, 2010 - 325 p., bibliogr., ann., graph., tabl.
Village mondial
- Cet ouvrage établit un bilan de la première phase (2005-2007) du système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE) mis en place par l'Union européenne pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Il explique le fonctionnement de ce système qui représente l'initiative multinationale la plus significative pour protéger l'environnement grâce à des outils de marché, puis en dégage plusieurs enseignements marquants :*
- *le prix du carbone a permis des réductions d'émissions de CO₂ significatives ;*
 - *ce prix n'a pas nui à la compétitivité des entreprises européennes ;*
 - *le système est transposable à l'échelle internationale et les leçons tirées de sa mise en oeuvre pourraient inspirer la constitution d'un accord climatique post-Kyoto.*
- 18694 SENAT
 KELLER (F)
La contribution carbone et son articulation avec le marché européen des quotas de CO₂ - Taxe carbone : un état des lieux. Rapport d'information.
<http://www.senat.fr/rap/r09-300/r09-3001.pdf>
 Paris, Sénat, 2010 - 73 p., ann.
Rapports du Sénat (Les) n° 300
- Ce rapport met en regard la contribution carbone votée par le Parlement et la décision du Conseil constitutionnel qui en invalide certaines dispositions au nom de l'égalité devant l'impôt. Il analyse le cadre communautaire et pose le problème de savoir comment respecter la Constitution en s'éloignant le moins possible de l'optimum économique. Il rend compte de deux tables rondes du 17 février 2010 :*
- *Enjeux de l'application de la contribution carbone pour les industries sous quotas.*
 - *Articulation de la contribution carbone avec les mécanismes d'allocation de quotas de CO₂.*
- 18810 NATIONS UNIES Programme des Nations Unies pour l'environnement, AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, OFFICE NATIONAL DES FORETS
 CHENOST (C), GARDETTE (YM)
Les marchés du carbone forestier.
http://www.onf.fr/lire_voir_ecouter/++oid++ff4/@@display_media.html
 Nairobi, PNUE, 2010 - 170 p., tabl., graph., ann.
- Ce guide fait le point sur les projets forestiers au sein des marchés du carbone et les perspectives du marché au-delà de 2012. Il détaille les modalités de financement d'un projet et de vente des crédits, ainsi que les méthodologies applicables aux projets forestiers.*

- 18730 MINISTERE DE L'ECONOMIE Direction générale du Trésor et de la politique économique,
DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT
BARBERIS (JJ), PRADA (M), TIGNOL (A)
La régulation des marchés de CO₂.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000201/index.shtml>
Paris, Ministère de l'économie, 2010 - 227 p., ann., graph., tabl.
Rapport au ministre de l'économie
- Ce rapport propose diverses mesures de régulation des marchés du carbone susceptibles d'être adoptées au niveau communautaire.*
Il formule vingt-huit recommandations visant à :
- promouvoir une organisation stabilisée du marché européen du CO₂ avant 2013 en harmonisant le cadre juridique, comptable et fiscal ;
 - mieux encadrer les participants au CO₂ ;
 - améliorer la transparence sur les fondamentaux du marché ;
 - mettre en place un cadre adapté de prévention et de répression des abus de marché ;
 - mettre en place une architecture de surveillance européenne ;
 - favoriser la coordination internationale en matière de régulation.
- 18812 ASSEMBLEE NATIONALE
GONNOT (FM)
Les marchés de quotas de gaz à effet de serre. 10 propositions pour faire mieux. Rapport d'information.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000338/index.shtml>
Paris, Assemblée nationale, 2010 - 178 p., ann., graph.
AN n° 2638
- Le rapport concerne le système européen d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SCEQE) entré en vigueur le 1er janvier 2005.*
La première partie est consacrée aux origines et au fonctionnement du SCEQE, ainsi qu'aux différentes phases de sa mise en oeuvre.
La seconde partie étudie les moyens d'améliorer et de compléter le mécanisme de quotas actuel :
- parfaire le contrôle exercé sur les émissions de gaz à effet de serre ;
 - prendre des mesures adaptées pour sauvegarder la compétitivité économique de l'Union européenne ;
 - édifier une Europe décarbonée et tenter de valoriser le système à l'échelle mondiale.
- En annexe : Directives 2003/87/CE et 2004/101/CE établissant un SCEQE et Décision 406/2009/CE sur la réduction des émissions des Etats membres.*
- 17873 CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS
SCHUBERT (K)
Pour la taxe carbone. La politique économique face à la menace climatique.
Paris, Editions Rue d'Ulm, 2009 - 89 p., ann.
- Pour susciter l'innovation en matière de technologies moins émettrices de carbone, pour favoriser le développement des énergies renouvelables, pour inciter les consommateurs et les entreprises à diminuer leur utilisation d'énergies fossiles, la méthode la plus efficace est de donner un prix à l'émission de carbone.*
L'ouvrage montre que la taxe carbone est un instrument adapté pour réduire les émissions de carbone dans les meilleures conditions d'efficacité économique et de justice sociale. Il présente les expériences et les propositions françaises et européennes.
- 18598 SENAT
BIZET (J)
Marché des quotas de CO₂ et mécanisme d'inclusion carbone aux frontières. Rapport d'information sur la proposition de résolution européenne de Mme Fabienne Keller.
<http://www.senat.fr/rap/I09-129/I09-1291.pdf>
Paris, Sénat, 2009 - 35 p.
Sénat n° 129

Le rapport montre que la réforme programmée du marché des quotas de CO₂ à compter de 2013 est un impératif écologique et économique. Il insiste sur la nécessité de prévenir le "dumping environnemental" par l'instauration d'un mécanisme d'ajustement aux frontières de l'Europe et examine les conditions de sa mise en place.

- 17763 SENAT, MINISTERE DE L'ECONOMIE Direction générale du Trésor et de la politique économique
KELLER (F)
Rapport d'information sur la fiscalité environnementale, sur l'instauration d'une contribution climat-énergie, le fonctionnement et la régulation des marchés de quotas de CO₂- 161 p.
Annexe : étude comparative internationale sur la fiscalité énergétique et la taxation des émissions de dioxyde de carbone dans six pays (DGTPÉ).- 98 p.
<http://www.senat.fr/rap/r08-543/r08-5431.pdf>
Paris, Sénat, 2009 - tabl., graph., ann.
Rapports du Sénat (Les) n° 543

Après un rappel des enjeux écologiques et économiques du changement climatique, ce document analyse trois aspects complémentaires de "l'économie du carbone" : l'éventualité de l'instauration d'une "contribution climat-énergie" en France ; l'avenir des marchés de quotas d'émission de gaz à effet de serre en Europe et les conditions dans lesquelles un mécanisme d'inclusion du prix du carbone pourrait être mis en place aux frontières de l'Union européenne.

- 18629 NOTRE EUROPE
LAURENT (E), LE CACHEUX (J)
Une Union sans cesse moins carbonée ? Vers une meilleure fiscalité européenne contre le changement climatique.
http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/Etud74-Laurent-LeCacheux-fr.pdf
Paris, Notre Europe, 2009 - 74 p., tabl., graph., bibliogr.
Etudes et recherches n° 74

Cette étude vise à proposer une réforme de la fiscalité européenne du carbone, portant à la fois sur le marché européen de permis d'émissions et les régimes fiscaux européens du carbone.

Après un bilan critique de l'évolution des émissions européennes en Europe, les auteurs analysent les instruments économiques dont dispose l'Union pour lutter contre le changement climatique (marché de permis d'émissions, régulation, fiscalité environnementale) et concluent à leur inadaptation aux objectifs assignés. Quatre scénarios pour une nouvelle fiscalité carbone sont proposés.

- 17780 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, MINISTERE DE L'ECONOMIE
BUREAU (D), GODARD (O), LEMOINE (M), LEPETIT (MC), PERTHUIS (C DE), QUINET (A), ROCARD (M)
Rapport de la conférence des experts et de la table ronde sur la contribution climat et énergie.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/01-18.pdf>
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 83 p., graph., ann.

Issu des travaux de la conférence d'experts qui s'est tenue les 2 et 3 juillet 2009, ce rapport préconise la mise en place d'une contribution climat-énergie qui s'appliquerait à tous les secteurs non soumis au marché des permis de CO₂. Elle devrait être strictement compensée par une baisse des prélèvements obligatoires, de façon à préserver le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises.

- 17309 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, MINISTERE DE L'ECOLOGIE
BLANC (N), CALLONEC (G), GAUDIN (T), MOISAN (F), ORPHELIN (M)
Eléments d'analyse sur la contribution climat-énergie. Synthèse des études de l'ADEME et du MEEDDAT.
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0061773>
Paris, ADEME, 2009 - 193 p., graph., tabl., ann., bibliogr.
- *Fiscalité comparée de l'énergie en France et en Europe, les scénarios d'évolution étudiés.*
 - *Incidences d'une contribution énergie-climat sur les ménages : dépenses énergétiques des ménages et niveau de vie, effets d'un relèvement de taxes sur l'énergie et sur le carburant.*
 - *Effets sur la compétitivité des entreprises françaises : agriculture et pêche, secteurs tertiaire et industriels, analyse des effets économiques et environnementaux.*
 - *Mesures d'accompagnement pour les ménages et les entreprises.*
- 17849 ASSEMBLEE NATIONALE
DIEFENBACHER (M), LAUNAY (J)
Fiscalité écologique. Rapport d'information.
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i1935.pdf>
Paris, Assemblée nationale, 2009 - 85 p., ann.
AN n° 1935
- Le rapport fait le point sur les enjeux économiques et écologiques des gaz à effet de serre, les objectifs du protocole de Kyoto, le système des quotas d'émissions dans le monde et au sein de l'Union européenne. Il montre qu'une fiscalité écologique pourrait accélérer le développement durable de l'économie française. Cependant, huit questions restent à régler en vue de l'instauration d'une contribution climat-énergie : l'assiette, le prix à donner au carbone, les redevables, les exonérations, les compensations pour les ménages et les entreprises, le rendement, l'harmonisation au niveau européen.*
- 17852 MINISTERE DE L'ECONOMIE Direction générale du Trésor et de la politique économique, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT
BARBERIS (JJ), CELESTIN URBAIN (J), CHARPIN (JM)
Rapport du groupe de travail sur les modalités de vente et de mise aux enchères des quotas de CO₂ en France. Eléments relatifs à la phase III.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000481/0000.pdf>
Paris, Ministère de l'économie, 2009 - 95 p., ann., bibliogr., graph., tabl.
- Les recommandations formulées par le groupe de travail répondent à la majorité des enjeux opérationnels et théoriques liés à la mise en place d'adjudications de quotas en France et au sein de l'Union européenne. Le rapport analyse les apports des expériences étrangères d'adjudications de CO₂ et le fonctionnement du marché européen du carbone dans la période récente. Il formule également des recommandations en terme de format des enchères, de leurs modalités opérationnelles de mise en oeuvre et d'accès aux adjudications. La question de la régulation et de la surveillance des adjudications fait l'objet d'une analyse spécifique. Enfin, le groupe de travail élabore des préconisations quant à la position de la France pour la création d'une plate-forme d'enchères d'ambition européenne.*
- 17770 CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, CFDT
COMBET (E), GHERSI (F), HOURCADE (JC), THUBIN (C)
Economie d'une fiscalité carbone en France.
http://www2.centre-cired.fr/IMG/pdf/Fiscalite_cired_ires_03nov09.pdf
Nogent sur Marne, CIREDD, 2009 - 132 p., tabl., graph., bibliogr.

L'objectif de ce rapport est de clarifier les fondamentaux économiques d'une fiscalité écologique.

Le premier chapitre résume les termes de la discussion économique autour la fiscalité carbone et montre en quoi elle est indissociable des autres enjeux de politique publique. Puis sont analysées les conséquences pour la France d'une taxe carbone appliquée unilatéralement. Les chapitres suivants évaluent l'impact de plusieurs variantes de fiscalité carbone sur la distribution des revenus et examinent les moyens de concilier équité et efficacité. Enfin sont abordées les questions de compétitivité internationale par secteurs et examinée l'articulation entre fiscalité carbone et système européen de permis d'émissions négociables.

- 18640 INSTITUT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE
DREXHAGE (J), MURPHY (D), WOODERS (P)
Les mécanismes internationaux du marché du carbone au sein d'un accord post-2012 sur les changements climatiques.
https://www.iisd.org/pdf/2009/international_carbon_market_mechanisms_fr.pdf
Winnipeg, IIDD, 2009 - 30 p., bibliogr., lexique

Ce document examine les trois instruments du Protocole de Kyoto fondés sur le marché du carbone : le système international d'échange, la mise en oeuvre conjointe (MOC) et le mécanisme pour un développement propre (MDP). Il analyse ensuite un éventail de mécanismes possibles en cours d'examen dans le cadre des négociations internationales post 2010 sur les changements climatiques. En conclusion, il évoque les questions critiques dont il faudra tenir compte dans le choix et le développement des nouveaux mécanismes de marché dans le cadre d'un nouveau régime climatique.

- 16922 SESP, DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET INTERNATIONALES
Contribution climat-énergie. Eléments de référence économiques.
Paris, DAEI, 2008 - pag. mult., tabl., cartes, graph.
Document de travail - Chiffres et analyses du SESP

Articles de presse spécialisée

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
SIMON (O), THAO KHAMSING (W)
L'impact, pour les ménages, d'une composante carbone dans le prix des énergies fossiles.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-impact-pour-les-menages-d-une.html>
Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 225, p. 1-4, tabl., graph. - 01/03/2016

JALARD (M), ALBEROLA (E), CAIL (S), BLANCO TORO (A)
Interactions between the european emissions trading system and complementary energy policies.
Revue de l'énergie n° 628, p. 456-463, bibliogr., graph., tabl. - 01/11/2015

PERTHUIS (C DE), JOUVET (PA), TROTIGNON (R)
Prix du carbone : les pistes pour l'après COP 21.
<http://www.chaireeconomieduclimat.org/publications/policy-briefs/policy-brief-2015-02-prix-du-carbone-les-pistes-pour-apres-cop-21/>
Policy brief de la Chaire économie du climat n° 2015-02, p. 1-12, bibliogr., ann., graph., tabl. - 01/11/2015

AKERFELDT (S), HAMMAR (H)
La taxe carbone en Suède.
Projet n° 348, p. 84-87 - 01/10/2015

RAUX (C), CROISSANT (Y), PONS (D)
Would personal carbon trading reduce travel emissions more effectively than a carbon tax ?
Transportation Research D n° 35, p. 72-83, bibliogr., tabl. - 01/03/2015

GODARD (O)
La maltraitance des instruments économiques des politiques environnementales en France depuis les années 1990. Eco-emballages, marchés de quotas, taxe carbone.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/HS_2014_Des_lumieres_a_nos_jours.pdf
Pour mémoire n° Hors série, p. 64-70 – 01/12/2014

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
Couplages de marchés du carbone. Enjeux et perspective.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Syntheses.13177.html>
Synthèse du CEDD n° 23, p. 1-5, cartes - 01/12/2014

Paquet énergie-climat 2030 : quel impact sur le marché européen du carbone ?
Energie Plus n° 531, p. 24-25, graph. - 15/09/2014

PERTHUIS (C DE), TROTIGNON (R)
Le commerce des droits d'émission de CO₂ en Europe.
Questions internationales n° 65, p. 75-83, bibliogr., graph., tabl., cartes - 01/01/2014

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
Double dividende ou compensation des effets régressifs de la fiscalité écologique : un choix à arbitrer au cas par cas.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Syntheses.13177.html>
Synthèse du CEDD n° 19, p. 1-4, graph. - 01/11/2013

TIETENBERG (TH)
Reflections-carbon pricing in practice.
Review of environmental economics and policy n° 7/2, p. 313-329, bibliogr. - 01/07/2013

L'impact d'une taxe carbone sur les entreprises.
Energie Plus n° 506, p. 10 - 15/05/2013

TROTIGNON (R)
Un bilan du marché européen du carbone.
Cahiers français (Les) n° 374, p. 45-51, bibliogr., graph., tabl., cartes - 01/05/2013

EXBRAYAT (N), GAIGNE (C), RIOU (S)
Taxe carbone globale, effet de marché et mobilité des firmes.
Revue Economique n° 2, p. 265-278, bibliogr., ann. - 01/03/2013

NEWELL (RG), PIZER (WA), RAIMI (D)
Carbon markets 15 years after Kyoto : lessons learned, new challenges.
Journal of economic perspectives n° 27/1, p. 123-146, bibliogr., fig., graph. - 01/02/2013

HOURCADE (JC)
La taxe carbone post-mortem.
https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=PRO_330_0023
Projet n° 330, p. 23-33, fotogr. - 01/10/2012

REME HARNAY (P)
La fiscalité carbone en France : un échec face à la Suède ? Le cas des transports routiers de marchandises.
http://afitl.ish-lyon.cnrs.fr/tl_files/documents/CST/N61/RemeHarnay61.pdf
Cahiers Scientifiques du Transport (Les) n° 61, p. 35-62 - 01/07/2012

Fraude sur le marché du carbone.

Valeurs vertes n° 115, p. 12-13 - 01/03/2012

VESPERMANN (J), WALD (A)

Much ado about nothing ? An analysis of economic impacts and ecologic effects of the EU-emission trading scheme in the aviation industry.

Transportation Research A n° 45/10, p. 1066-1076, bibliogr., tabl., graph. - 01/12/2011

Les instruments économiques au service du climat.<http://archives.strategie.gouv.fr/cas/content/les-instruments-economiques-au-service-du-climat-note-de-synthese-251-novembre-2011.html>

Note d'analyse du Centre d'analyse stratégique n° 251, p. 1-12, tabl., graph. - 01/11/2011

Quels attributs pour un marché européen de permis d'émission de CO₂ dans le transport maritime ?

Transports n° 470, p. 371-379, bibliogr., tabl. - 01/11/2011

GALLONNEC (G), REYNES (F), YEDDIR TAMSAMANI (Y)

Une évaluation macroéconomique et sectorielle de la fiscalité carbone en France.<http://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue120.htm>

Revue de l'OFCE n° 120, p. 123-154, bibliogr., graph., tabl. - 01/10/2011

AHAMADA (I)

L'impact de la contrainte carbone sur le secteur électrique.<https://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2011-2-page-259.htm>

Revue d'Economie Politique n° 2, p. 259-281, bibliogr., tabl. - 01/03/2011

BIRD (L), DOBOS (H), SUMNER (J)

Carbon taxes : a review of experience and policy design considerations.

Climate policy n° 11/2, p. 922-943, bibliogr., tabl., graph. - 01/03/2011

III – L'environnement économique de la tarification

Études – Ouvrages

21908 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de

l'intégration du développement durable

AGLIETTA (M), ESPAGNE (E), PERRISSIN FABERT (B)

Une proposition pour financer l'investissement carbone en Europe.

A proposal to finance low carbon investment in Europe.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-proposition-pour-financer-l.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2015 - 12 p.

Etudes et documents du CGDD n° 121

Ce document revient sur l'échec relatif des outils traditionnels de lutte contre le changement climatique et ses causes. Il propose un outil de politique climatique, entre relance de l'activité et lutte contre le réchauffement. Articulé autour du rachat d'obligations climatiques européennes assises sur des émissions de CO₂, cet outil permettrait la mise en oeuvre d'une politique monétaire non conventionnelle orientée vers des investissements nécessaires à la transition bas carbone.

Ce texte a aussi été publié dans la Note d'analyse France Stratégie n°24 de février 2015.

16404

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

Energy technology perspectives 2015. Mobilising innovation to accelerate climate action.

Paris, OCDE, 2015 - 412 p., graph., tabl., bibliogr., ann.

Le rapport 2015 analyse les processus d'innovation dans le secteur des technologies de l'énergie et vise à démontrer qu'il est possible d'atteindre des objectifs ambitieux en termes d'atténuation du changement climatique à court et à long terme.

Il identifie les stratégies permettant de promouvoir l'innovation dans des domaines tels que les énergies renouvelables, le captage et le stockage du carbone et les secteurs industriels les plus consommateurs d'énergie. Le rapport montre également comment les pays émergents, en particulier la Chine, peuvent favoriser leur transition vers une économie bas carbone en encourageant l'innovation dans les technologies et les politiques énergétiques. Il présente également le rapport annuel sur l'évolution des technologies propres..

22223

Changement climatique et finance durable.

Paris, Association d'économie financière, 2015 - 306 p., bibliogr., graph., tabl.
Revue d'économie financière n° 117

La première partie de ce document est consacrée aux défis du financement de la transition énergétique. Comment financer une économie peu émettrice de gaz à effet de serre ? Quels sont les risques liés au changement climatique et comment mieux les anticiper ? Dans la deuxième partie, les auteurs proposent diverses stratégies : bonus-malus carbone, obligations vertes, désinvestissement des secteurs liés aux combustibles fossiles, meilleure analyse des risques, mise en place d'indices low carbon, empreinte carbone des projets financés, etc. La troisième partie adopte un point de vue plus général en traitant de la finance durable, une finance au service de la société et tenant compte des ressources limitées de la planète.

22022

CANFIN (P), GRANDJEAN (A)

Mobiliser les financements pour le climat. Une feuille de route pour financer une économie décarbonée. Rapport de la Commission - Juin 2015.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/154000402/>

Paris, Présidence de la république, 2015 - 92 p., graph., bibliogr.
Rapport au président de la République

Ce rapport présente les conclusions de la Commission Canfin-Grandjean et propose des pistes d'actions pour mobiliser davantage de financements publics et privés des pays du Nord dans la transition et le développement bas carbone du Sud. Les propositions s'articulent autour de quatre volets :

- le signal prix carbone ;
- la réglementation financière et la mobilisation des acteurs financiers privés ;
- les banques de développement ;
- les infrastructures bas carbone et résilientes.

22159

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE, FORUM INTERNATIONAL DES TRANSPORTS, AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE

Aligner les politiques au service de la transition vers une économie bas carbone.

<http://www.oecd.org/fr/rcm/documents/Aligner-les-politiques-pour-une-economie-bas-carbone-CMIN2015-11.pdf>

Paris, OCDE, 2015 - 263 p., graph., bibliogr.

Ce rapport a pour objectif de trouver les moyens de mieux harmoniser les politiques menées dans différents domaines afin que tous les pays puissent opérer une transition réussie vers une économie durable, sobre en carbone et résiliente face au changement climatique. Après avoir présenté un premier diagnostic de la cohérence entre cadres politiques et réglementaires d'une part et objectifs climatiques d'autre part, il identifie un nombre important d'occasions de réaligner des instruments de politique publique permettant de faciliter un passage plus efficace et moins coûteux vers une économie bas carbone, et ce dans quatre domaines d'intervention : le cadre général de l'investissement bas-carbone, la fiscalité, l'innovation et les compétences, les échanges commerciaux, ainsi que dans trois activités spécifiques : l'électricité, la mobilité urbaine et l'utilisation des sols en espace rural.

- 22390 ECOLE DES MINES Nantes, MINES PARISTECH, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
BOURGES (B), GOURDON (T), BROU (JS)
Empreinte carbone : évaluer et agir. Aperçu pluridisciplinaire des recherches francophones.
Paris, Presses des Mines, 2015 - 386 p., bibliogr., graph.
Développement durable

Cet ouvrage se compose d'une sélection d'articles présentés lors du séminaire "Empreinte carbone des organisations, des produits et des services : évaluer et agir. Un enjeu interdisciplinaire pour la recherche ?", organisé le 8 janvier 2015 à Mines ParisTech, associant chercheurs et experts du domaine.
Les travaux portent sur les secteurs de l'agriculture, de l'électricité et des transports, qui sont parmi les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre.
L'ouvrage analyse la théorie et la méthodologie de l'évaluation carbone, notamment autour de certains facteurs d'émissions qui posent des problèmes spécifiques, puis présente les pratiques réelles de l'évaluation carbone par différents acteurs et ses impacts effectifs.
- 21968 COMMISSION MONDIALE SUR L'ECONOMIE ET LE CLIMAT
CALDERON (F), STERN (N)
La nouvelle économie climatique. Une meilleure croissance, un meilleur climat.
Paris, Petits matins (Les), 2015 - 217 p., graph., bibliogr.

Cet ouvrage présente la synthèse du rapport établi par la Commission mondiale sur l'économie et le climat (cf. cote 21762). A l'issue d'un travail approfondi de recherche et d'analyse et d'une large consultation d'économistes de renom, ce rapport parvient à une conclusion essentielle : tous les pays, quel que soit leur niveau de développement et de revenu, ont la possibilité de s'assurer une croissance économique durable tout en contribuant à réduire les risques que pose le changement climatique. Il présente un plan d'action mondial, composé de dix recommandations : les six premières représentent les conditions nécessaires pour un cadre fort et crédible favorisant l'investissement et la croissance à faibles émissions de carbone et résistants au climat ; les quatre autres portent sur des occasions à ne pas manquer pour susciter la croissance future et diminuer le risque climatique dans les villes, l'utilisation des terres et les systèmes énergétiques.
- 21762 COMMISSION MONDIALE SUR L'ECONOMIE ET LE CLIMAT
Better growth, better climate. The new climate economy report.
A - The global report.- 313 p.
B - Une meilleure croissance, un meilleur climat. La nouvelle économie climatique. Rapport de synthèse.- 71 p.
C - Executive summary.- 5 p.
<http://newclimateeconomy.report/misc/downloads/>
Washington, World Resources Institute, 2014 - graph., schémas, bibliogr.

La Commission mondiale sur l'économie et le climat a été établie pour déterminer s'il est possible de parvenir à une croissance économique durable, tout en luttant contre les risques liés au changement climatique. Ce rapport vise à informer les décideurs économiques des secteurs public et privé, nombre desquels admettent les graves risques que représente le changement climatique, mais sont également confrontés à des préoccupations plus urgentes telles que l'emploi, la compétitivité et la pauvreté. Le rapport rassemble faits et analyse, puisant dans l'expérience pratique de pays, villes et entreprises du monde entier. Il confirme que les investissements des 15 prochaines années et des politiques cohérentes seront décisives.
- 20599 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
TISSOT COLLE (C), JOUZEL (J)
La transition énergétique : 2020-2050, un avenir à bâtir, une voie à tracer.
<http://www.lecese.fr/travaux-publies/la-transition-energetique-2020-2050-un-avenir-batir-une-voie-tracer>
Paris, Journal officiel, 2013 - 116 p., ann., tabl.
Avis et rapports n° 2013-2

Dans un monde marqué par la croissance de la demande en énergie des pays en développement et où les problèmes environnementaux et sociaux posés par le changement climatique ne font que s'amplifier, la transition énergétique s'impose comme la réponse aux défis présents et à venir. Elle nécessite un engagement déterminé en faveur d'une société sobre en énergie et en carbone, soutenu par une volonté politique forte. Les recommandations du Conseil économique, social et environnemental, formulées pour les grandes étapes de cette transition qui vont d'aujourd'hui à 2050, mettent en avant l'urgence d'un meilleur partage des enjeux et d'une pédagogie de la sobriété énergétique. L'adaptation des acteurs et filières économiques, la construction d'une véritable Europe de l'énergie ou l'investissement dans la recherche-développement sont au coeur des préoccupations de la société civile.

- 20564 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
 ECOLE DES MINES Paris, ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET LE
 DEVELOPPEMENT DES METHODES ET PROCESSUS INDUSTRIELS
 DECHEZLEPRETRE (Antoine), GLACHANT (Matthieu), CALEL (Raphaël)
L'impact du marché européen du carbone sur l'innovation verte. Mars 2012.
<http://www.ademe.fr/impact-marche-europeen-carbone-linnovation-verte-projet-gicc-l>
 Paris, Ecole des mines, 2012 - 56 p., graph., bibliogr., ann.
 Programme : Gestion et impacts du changement climatique
Rapport final

L'objectif de ce projet est d'évaluer l'impact de la mise en place du marché européen du carbone (EU ETS : European Union Emission Trading System) sur l'innovation dans les technologies permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Le projet est organisé en quatre modules : construction d'une base de données ; analyse descriptive de l'innovation européenne dans les technologies économes en carbone ; analyses économétriques de l'impact de l'ETS sur l'innovation ; synthèse et recommandations.

- 19345 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
 KAUFFMANN (C), TEBAR LESS (C)
La transition vers une économie sobre en carbone. Objectifs publics et pratiques des entreprises.
<http://www.oecdbookshop.org/browse.asp?pid=title-detail&lang=en&ds=&ISBN=202010052P1>
 Paris, OCDE, 2011 - 129 p., bibliogr., graph., tabl., lexique

Ce rapport passe en revue les pratiques responsables des entreprises dans la lutte contre le changement climatique et l'évolution vers une économie sobre en carbone. Il dresse la synthèse des politiques publiques, des réglementations et autres instruments mis en place par les autorités pour faciliter la transition vers une économie sobre en carbone dans les pays de l'OCDE et les économies émergentes, ainsi que les mesures prises par les entreprises pour y faire face.

- 19249 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation
 CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERNATIONALES ET COMMUNAUTAIRES
 MALJEAN DUBOIS (S), ROGER (A)
L'implication des entreprises dans les politiques climatiques. Entre corégulation et autorégulation.
 Paris, Documentation française (La), 2011 - 212 p., graph., bibliogr.
 Programme : Gestion et impacts du changement climatique
Monde européen et international

Responsabilité sociale de l'entreprise, normalisation et certification, compensation volontaire et finance carbone, accords volontaires, approches sectorielles à l'échelle internationale : autant de dispositifs permettant d'impliquer les entreprises dans les politiques climatiques, relevant plutôt de la régulation, de la corégulation ou même de l'autorégulation. Qu'apportent ces approches novatrices par rapport à l'approche réglementaire classique ? Quelles sont les difficultés rencontrées et quelle est l'effectivité de ces nouveaux instruments ? Oppositions, substitution, complémentarité, anticipation, mise en oeuvre : comment ces dispositifs s'articulent-ils avec les instruments classiques du "droit imposé" ? Telles sont les questions abordées lors d'un séminaire organisé à Aix-en-Provence en mai 2010 par le CERIC et l'IDDRI dans le cadre d'un programme de recherche financé par le programme GICC (Gestion et impacts du changement climatique) du ministère de l'Ecologie, et dont cet ouvrage publie les actes.

- 18749 CAISSE DES DEPOTS Mission Climat
Développement des énergies renouvelables : quelle contribution du marché du carbone ?
http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/PDF/international/er_etude_climat_no16_energies_renouvelables.pdf
 Arcueil, Caisse des dépôts, 2008 - 35 p., bibliogr., graph., ann.
Etude climat n° 16

Cette étude présente dans un premier temps le contexte et les enjeux des énergies renouvelables en Europe. Elle s'intéresse ensuite aux politiques nationales d'incitation aux énergies renouvelables en France et au Royaume-Uni, deux pays aux profils énergétiques et aux politiques d'aide très différents : soutien par les prix en France et définition d'objectifs quantitatifs au Royaume-Uni. Enfin, l'impact du marché européen du carbone et le rôle du Système communautaire d'échange de quotas d'émission pour le développement des énergies durables est analysé.

Articles de presse spécialisée

LAPERCHE (D)
Les systèmes d'énergie bas carbone créeraient jusqu'à 380 milliards d'euros par an.
 Environnement et technique n° 355, p. 38-39 - 01/02/2016

L'innovation pour accélérer la transition vers une économie décarbonée, avec la Mission Innovation lancée lors de la COP 21 et portée par 20 pays dont la France.
 Environnement et technique n° 354, p. 52-53 - 01/01/2016

PESSEZ (L)
BNP Paribas : "Transition énergétique et financements structurés".
 Banque et stratégie n° 343, p. 29-31 - 01/01/2016

Etude 2015 d'I4CE sur les financements climat : la France progresse, mais doit changer d'échelle.
 Energie Plus n° 557, p. 14 - 15/12/2015

TOURNEUR (JC)
Une politique monétaire au service de l'investissement européen et du climat. Risque carbone et financements verts, axes d'innovation pour le secteur financier.
 Enjeux AFNOR n° 360, p. 49-53 - 01/12/2015

Spécial COP 21. Les enjeux. Financements internationaux : des promesses non tenues. Les acteurs : la production d'énergie, les équipements, les transports, le bâtiment, la finance.
 Environnement magazine et énergie n° 23, p. 9-50 – 01/10/2015

Dossier. Libérons-nous des énergies fossiles ! Changer d'optique pour stopper la production excessive d'hydrocarbures. Désinvestir de l'industrie fossile pour investir dans un monde sans carbone. Le scandale des subventions aux entreprises d'énergies fossiles.
 Revue durable (La) n° 55, p. 13-57 - 01/08/2015

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
 BUREAU (D), JANCI (D)
Financement de la croissance verte et régulation financière.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/References-economiques-pour-le-13173.html>
 Références économiques pour le développement durable n° 31, p. 1-12, graph. - 01/07/2015

Dossier. Vers un nouveau climat de la finance.
Les banques verdissent pas à pas leurs investissements.
"Green bonds : l'absence de critères clairs peut mener les entreprises à faire du greenwashing".
Les entreprises veulent un prix carbone pour sécuriser leurs activités.
Risque climat et finance : la France se dote d'un arsenal législatif.
 Environnement et technique n° 349, p. 46-57 - 01/07/2015

Des industriels s'engagent pour le climat.
Dix projets pour inventer l'industrie bas carbone.
"Les entreprises ont un rôle clé à jouer". Entretien avec J-Pascal Tricoire, pdg de Schneider Electric et Patrick Pouyanné, directeur général de Total.
A chacun son financement vert. Des "green bonds" aux prêts bancaires.
 Usine Nouvelle n° 3423, p. 25-39 - 14/05/2015

AGLIETTA (M), ESPAGNE (E), PERRISSIN FABERT (B)
Une proposition pour financer l'investissement bas carbone en Europe.
<http://www.strategie.gouv.fr/publications/une-proposition-financer-linvestissement-bas-carbone-europe>
 Note d'analyse France stratégie n° 24, p. 1-8, tabl. - 01/02/2015

CRIQUI (P), TUTENUIT (C)
Industrie : décarbonisation de l'économie et compétitivité internationale.
 Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 77, p. 50-55 - 01/01/2015

HOURCADE (JC)
Financer la transition bas carbone dans une économie mondiale fragilisée.
 Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 77, p. 86-89 - 01/01/2015

Orienter les capitaux vers une économie bas-carbone. Un appui des pouvoirs publics nécessaire.
<http://ademe-et-vous.ademe.fr/sites/default/files/strategie-etudes/40/ademetudestrat40.pdf>
 Ademe et vous - Stratégie et études n° 40, p. 1-6, graph., schémas - 30/06/2014

CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
 BUREAU (D)
Fiscalité verte et compétitivité : la démonstration suédoise.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/References-economiques-pour-le.13173.html>
 Références économiques pour le développement durable n° 26, p. 1-5, graph., tabl. - 01/09/2013

LAFFORGUE (G), TAVERDET POPIOLEK (N)
Faut-il subventionner la R&D dans les technologies énergétiques non carbonées ? L'apport des modèles macroéconomiques.
 Revue de l'énergie n° 606, p. 119-128, bibliogr., graph., fig. - 01/03/2012

LAURENT (E), LE CACHEUX (J)
Carbone sans frontières : quelles solutions fiscales face aux émissions importées ?
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/122/r122-5.pdf>
 Revue de l'OFCE n° 122, p. 83-98, bibliogr., graph., tabl. - 01/03/2012

Les financements innovants au service du climat.
<http://archives.strategie.gouv.fr/cas/content/les-financements-innovants-au-service-du-climat-note-danalyse-252-novembre-2011.html>
 Note d'analyse du Centre d'analyse stratégique n° 252, p. 1-12, tabl. - 01/11/2011